

---

## Regard froid sur une tragique impasse

---

Jean-Marie Demaldent

Un espoir de solution honorable du problème kurde<sup>1</sup> paraissait s'ouvrir en Turquie après les élections de 1991. Le gouvernement de coalition des forces démocratiques formé par M. Demirel avait défini un programme d'ouverture sur la question « kurde » qu'on appelle maintenant par son nom, alors que l'idéologie kemaliste interdisait même de la nommer (avant 1991). Mais cet espoir aujourd'hui s'évanouit. La guérilla du PKK n'a pas faibli. Aux horreurs de la répression aveugle et intensifiée par une armée incontrôlée depuis toujours au Kurdistan et hostile à toute autonomie, s'ajoute un nombre impressionnant d'assassinats d'intellectuels kurdes par des sortes d'«escadrons de la mort» toujours impunis. La guérilla devient plus populaire et polarise les «kurdistes», y compris le HEP qui combat maintenant le gouvernement. Dans cette consternante impasse, les partis turcs s'entredéchirent et se délitent.

On ne peut ici reprendre la question d'un point de vue historique depuis l'Empire ottoman, malgré l'intérêt que cela représente. Mais au moins, convient-il de rappeler que le traité de Sèvres (1920) avait envisagé la création d'un Kurdistan au nord du vilayet de Mossoul<sup>2</sup> et que les Kurdes du nord avaient participé activement à la "guerre d'indépendance" dont procédera le nationalisme turc moderne aux côtés de Mustapha Kemal contre la double menace arménienne et grecque. Il est vrai qu'à l'époque, Kemal mobilisait pour «libérer la terre d'islam souillée par les giaours» et reconnaissait l'existence d'un peuple kurde associé au peuple turc. Les Kurdes ne pouvaient pas imaginer alors que

leur combat déboucherait sur la fondation d'une république laïque exclusivement turque où il serait même interdit de prononcer le mot de kurde; en même temps que sur le traité de Lausanne, partageant les Kurdes entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

---

### Le Kemalisme : terrorisme nationaliste et République laïque et progressiste

---

On parle avec raison aujourd'hui des déportations de masse, des massacres et de la terreur auxquels procédera Mustafa Kemal. On estime à au moins 1,5 million le nombre des Kurdes victimes des déportations pendant toute cette période. On attribue à juste titre cette politique au nationalisme qui constituait la plus importante des six «flèches» du kemalisme.

Il ne s'agit pas de minimiser en quoi que ce soit l'horreur qu'il faut imputer au kemalisme. Mais on ne comprend rien à la tragédie encore actuelle quand on ne saisit pas ensemble tous les aspects de cette politique. C'est en luttant contre les révoltes kurdes religieuses et traditionnelles que Mustafa Kemal a accéléré ses réformes laïques et occidentalistes ; en leur conférant ainsi un fort parfum nationaliste turc et anti-impérialiste contre un séparatisme «féodal» et «fanatique» manipulé par les Anglais. En même temps, le nationalisme de Kemal revêtait une dimension «républicaine» et territoriale très différente du «racisme» dont certains kemalistes se réclamaient. On ne comprend rien au problème kurde actuel si on ne saisit pas que le progressisme républicain et laïc de Mustafa Kemal et la politique d'assimilation des Kurdes par la terreur et le militarisme sont historiquement liés et constituent un seul héritage.

La première grande révolte kurde date de 1925 et elle a suivi l'abolition du Califat. Elle était dirigée par un Cheikh Nakshibendi, Saïd de Palu. C'était à la fois une révolte religieuse et une révolte kurde: dès lors que le Califat avait été aboli, les Kurdes ne pouvaient plus s'associer à la République. Cela a permis non seulement à Kemal d'imposer le parti unique et sa dictature, mais cette guerre lui a aussi fourni l'occasion d'accélérer au pas de charge ses réformes révolutionnaires: fermeture de tekkés, interdiction du fez («évolution du couvre-chef»), calendrier grégorien, code civil suisse, réforme de l'alphabet, élimination des références constitutionnelles à l'Islam, triomphe du laïcisme. Ces mesures occidentalistes revêtaient un parfum nationaliste au cours d'une guerre anti-séparatiste contre les féodaux fanatiques qui prolongeait la guerre d'indépendance.

L'occidentalisation entreprise d'ailleurs depuis très longtemps

(Tanzimat), la laïcisation triomphaient en même temps que le «turquisme» qui s'affranchissait des derniers oripeaux de l'ottomanisme et de l'Islam.

La seconde révolte commencera en 1930, près du mont Ararat, aux frontières de l'URSS et de l'Iran. Elle était animée par le Hoyboun, un mouvement kurde unifié qui s'était réuni en Congrès au Liban, en présence de délégués arméniens du Dashnak. Pour les Kurdes, l'alliance avec le Dashnak arménien anti-bolchévique représentait l'espoir d'obtenir un soutien occidental ; pour le Dashnak, il s'agissait de trouver des forces pour combattre en territoire turc. Pour les Turcs, il s'agissait d'un prolongement de la «guerre d'indépendance» anti-impérialiste.

La dernière révolte aura lieu au nid d'aigle de Dersim (Tunceli). La répression sera la plus féroce, utilisant l'aviation et les gaz (1936).

---

### La République, la nation turque anatolienne et la négation de la nation kurde

---

Le nationalisme de Mustafa Kemal, «républicain» et «territorial», rompait avec les conceptions impériales. La Turquie était un Etat-nation territorial en Thrace et Anatolie. Il récusait tout critère racial ou religieux au profit de l'identité territoriale anatolienne (transfert de la capitale à Ankara). Tout Anatolien, y compris kurde, est citoyen de la République turque, jouissant de tous ses droits comme Turc. Comme Kurde, le citoyen n'a aucun droit, sinon celui de s'assimiler de gré ou de force à la nation turque anatolienne dans la République une et indivisible et de lire sur tous les monuments ou les calicots barrant les rues: «Quel bonheur d'être turc!». Dès lors qu'il s'assimile, qu'il apprend le turc à l'école turque ou au foyer turc, qu'il porte le chapeau à bord, danse au bal public avec sa femme portant le collier, etc..., tout est possible. Y compris de devenir Président de la République (comme Ismet İnönü, comme le général Gürsel. Ozal préfère dire qu'il est «à moitié kurde» parce qu'il veut reconnaître une identité kurde, en rupture avec le kemalisme).

Cette conception s'est accompagnée d'opérations qui paraissent aujourd'hui tout à fait ridicules. Mustafa Kemal ne niait pas que les Turcs venaient d'Asie Centrale. Mais il prétendait qu'ils étaient aryens et qu'ils s'étaient installés très tôt dans leur patrie anatolienne où ils avaient fondé les grandes civilisations sumérienne et hittite. Mustafa Kemal voulait rendre leur fierté aux Turcs après la perte de l'Empire (partout on trouvait l'inscription : «Un Turc vaut tout l'univers»). Pour lui, adopter la «civilisation universelle» voulait dire s'occidentaliser. Mais la Nation turque pouvait pacifiquement contribuer en tant que telle à la

«civilisation universelle», comme elle l'avait toujours fait, dans sa patrie anatolienne, bien avant l'Islam et l'Empire ottoman dont elle devait complètement s'affranchir.

Mustafa Kemal forgera également le mythe de l'inexistence d'une nation kurde. Les Kurdes seraient des «Turcs de l'Est» ou «Turcs montagnards» arrivés il y a très longtemps en Anatolie. L'isolement et l'arriération montagnards expliqueraient qu'ils aient oublié la langue pour un «idiome» mêlant le turc, le persan, l'arabe et l'arménien.

La dernière grande réforme de Kemal a aggravé le problème. Après avoir abandonné l'écriture «incréée, éternelle et divine» du Coran, Mustafa Kemal a entrepris de réformer la langue. L'Empire ottoman avait secrété une langue littéraire et administrative amphigourique et contournée, à la syntaxe très compliquée, mêlant du turc (40% du lexique, à peu près), du persan et de l'arabe. A partir des parlers turcs populaires, Kemal a entrepris de returquifier la langue. Pour les Turcs, cette réforme synthétise à elle seule les «six flèches» du kémalisme selon Tekin Alp: nationalisme, république, laïcisme, populisme, réformisme ou progressisme et étatismes. C'est un acquis considérable qui a permis une grande politique d'alphabétisation et d'éducation. Et c'est aussi comme ça que des progressistes turcs ont envisagé longtemps l'interdiction de l'usage public de la langue kurde; en n'y voyant qu'un effet devenant lui-même un facteur du sous-développement. Nul ne doute qu'il faut une sérieuse dose de mauvaise foi et d'aveuglement nationalistes pour attribuer les 58% d'analphabétisme de la région du Sud-Est au kurde comme facteur de sous-développement (moyenne 32,5% pour toute la Turquie; 16 à 24% dans les régions développées) sans y voir l'échec de l'assimilation forcée. Il n'empêche que ce préjugé destructeur a été longtemps partagé par nombre de progressistes turcs. Il y a peu de temps encore, un bon démocrate turc lecteur du Cumhuriyet se mettait très en colère quand un étranger osait insinuer que le romancier Yatchar Kemal est kurde. Il l'accusait de pratiquer des discriminations anti-républicaines attentatoires aux Droits de l'Homme et de vouloir nier l'apport de Yatchar Kemal qui écrit en turc et de la Nation turque à la «civilisation universelle». Dit-on de Renan qu'il était breton et non français?

---

### La démocratisation clientéliste

---

La fin du régime de la terreur au Kurdistan commence avec celle du parti unique et avec l'éclosion du processus de démocratisation de la Turquie en 1950. La victoire du Parti Démocrate de Menderes sur l'ancien parti unique PRP d'Ismet İnönü sonne la fin de la domination autoritaire des élites bureaucratiques et militaires urbaines au profit de

celle des propriétaires terriens, des notables ruraux et d'une bourgeoisie encore faible et très liée à l'Etat.

Au Kurdistan, les deux partis rivalisent dans la recherche de clientèles électorales auprès des notables tribaux et religieux. Contrairement à la légende, l'hégémonie du Parti Démocrate sera plutôt plus faible au Kurdistan que dans les provinces égéennes aux formes d'exploitation agricoles plus marchandes. Mais le processus accélère l'urbanisation des notables tribaux. Ils achèvent leur mutation commencée dès Abdül Hamid en grands propriétaires terriens latifundiaires et archaïques disposant d'une masse considérable de paysans sans terre et ils se transforment en patrons clientélistes de l'Etat turc. En même temps, routes et hôpitaux commencent à se développer au Kurdistan.

Cette évolution n'a pas été harmonieuse. Elle a connu de graves incidents de parcours. Après la révolution irakienne de 1958, un courant d'«Estisme» s'était développé au Kurdistan chez les jeunes éduqués, pour le «développement» du Kurdistan. On aurait pu tout aussi bien y voir le triomphe du kémalisme et ce mouvement était plutôt favorable au Parti Démocrate. Mais le retournement de la bonne conjoncture économique du début des années cinquante (aide Marshall et guerre de Corée) enrayait la machine clientéliste de Menderes. Et celui-ci a choisi de flatter le nationalisme turc et de considérer l'«Estisme» comme un mouvement séparatiste. Le coup d'Etat militaire de 1960 a aggravé la répression commencée par Menderes: à nouveau les Turcs procèdent à des déportations et à la turquification des villages.

Sous le régime ultra-démocratique de la Constitution de 1961, le jeu clientéliste reprend vite le dessus entre les deux grands partis, le Parti de la Justice de Demirel de plus en plus bourgeois et le PRP de plus en plus faible, dont les positions respectives sont émiettées ici comme ailleurs par d'autres formations. Avec la démocratie, la détente revient: pour la première fois, le Kurdistan a été ouvert au tourisme sans restriction en 1965.

C'est pendant cette période que va se dessiner un très fort mouvement d'exode rural, d'émigration et d'urbanisation au Kurdistan qui, avec le développement de la scolarisation de masse, vont bouleverser la situation. Une partie de la jeunesse kurde étudiante va rentrer en contact avec le développement du Parti Ouvrier Turc (POT) et apprendre le marxisme. De nouvelles formes urbaines de «kurdisme» vont apparaître, y compris des formes «marxistes-léninistes» dirigées contre les «aghas» kurdes propriétaires terriens et patrons clientélistes dans l'Etat turc. Ils répliqueront en doublant la répression des appareils d'Etat turcs par la violence terroriste de leurs milices.

Néanmoins, il ne faut pas s'imaginer un processus simple qui aurait en quelque sorte réglé le problème des tendances centrifuges des notables kurdes traditionnels et laissé le terrain du «kurdisme» aux

mouvements urbains. Contre leurs rivaux au pouvoir, pour conserver leur leadership face aux nouveaux mouvements urbains, pour se défendre contre la contestation «marxiste», nombre de notables kurdes ont participé soit à des mouvements islamistes kurdes soit à des mouvements nationalistes se réclamant notamment de Barzani: le PDKT et ses nombreuses scissions. Le coup d'Etat militaire de 1971 sera dirigé aussi contre eux; et pas seulement contre les mouvements «marxistes».

L'urbanisation a concerné aussi les villes du Kurdistan (Diyabakir, Bitlis, Siirt, Mardin...). Mais elle a surtout pris la forme de migrations massives vers les grandes villes turques de Turquie (et aussi vers l'Europe du Nord, notamment la R.F.A. et les pays scandinaves). On a calculé qu'un Kurde né au Kurdistan sur trois est aujourd'hui installé dans les grandes villes turques; ce qui représente entre trois et quatre millions de personnes. Il s'agit bien entendu d'une composante décisive du problème kurde actuel qu'une hypothétique indépendance ne résoudrait pas et risquerait d'aggraver dramatiquement. Dans les villes kurdes, l'urbanisation ne s'est pas accompagnée d'une industrialisation; par contre le développement des transports et du mode de vie urbain ont accéléré l'effondrement de l'artisanat local traditionnel. En même temps, la natalité est restée très forte; autrement dit, l'exode rural ne permet pas de résoudre les problèmes de la surpopulation relative des campagnes ni ceux des paysans sans terre.

---

## Le marxisme et la violence

---

Comme nombre d'étudiants migrants de l'Anatolie Orientale, les étudiants kurdes ont été largement polarisés par le Parti Ouvrier Turc (POT) et ont fréquenté les Foyers Culturels Révolutionnaires de l'Est. Au Kurdistan même, cette forme d'organisation nouvelle a d'abord été modeste, mais elle a suscité d'emblée la violence répressive de l'Etat turc contre une menace de contestation kurdo-communiste à la frontière de l'Union Soviétique et le terrorisme des milices des aghas kurdes.

La jeunesse étudiante touchée par le marxisme éclatera vite en deux courants: un courant communiste favorable à la lutte légale syndicale (c'est l'époque où éclôt le syndicat de lutte indépendant DISK) contre la bourgeoisie ; un courant «maoïste» favorable à la lutte armée «anti-féodale». En 1970, lors de son Congrès, le POT a reconnu l'existence d'un «peuple kurde». Il est dissous par le coup d'Etat militaire de 1971.

Les militaires réagissaient à la flambée des luttes grévistes, à la radicalisation d'une partie de la jeunesse universitaire polarisée par le marxisme, à la poussée d'une vive contestation anti-américaine à la suite des sanctions imposées à propos de la crise chypriote, aux troubles dans le Kurdistan. Leur tentative d'imposer à nouveau leur tutelle sur la

société civile s'avérera un échec. Pendant cette période, Bulent Ecevit évincera le vieil Ismet İnönü de la direction du PRP pour tenter de transformer l'ancien parti unique kémaliste en parti de gauche social-démocrate favorable aux libertés syndicales, défenseur du droit de grève et de la manifestation du 1er mai. Sans abandonner les pratiques clientélistes, il se tourne délibérément vers les ouvriers, les nouveaux quartiers populaires et les petits paysans. Avec succès. Les résultats du PRP en 1973 lui permettent de diriger un éphémère gouvernement de coalition avec le parti... islamiste. Mais il perd vite le pouvoir au profit de Demirel coalisé avec les islamistes et les «loups gris» panturquistes du colonel Turkesh. La crise mondiale de 1974 et le choc pétrolier destabilisent le modèle de développement par substitution d'importations. La situation se tend très rapidement pour dégénérer en violences de masse.

«Loups gris» fascistes et «marxistes-léninistes» s'affrontent les armes à la main pour le contrôle des universités et des «gecekondu» (bidonvilles). Les marxistes s'affrontent aussi volontiers entre eux. Non pas tant sur la forme des moustaches de Staline (symbole pileux du marxisme-léninisme en Turquie) qui les divise publiquement; mais surtout en raison de clivages claniques, villageois et religieux transférés en ville et radicalisés sous la forme d'organisations et de discours nouveaux où ils sont méconnaissables. Cette violence prend l'aspect de massacres d'«alevis»<sup>3</sup> dans les villes d'Anatolie Centrale par les «loups gris» exploitant la peur suscitée dans la bourgeoisie sunnite traditionnelle de ces villes par la montée du syndicalisme DISK parmi les migrants alevis. La violence caractérise aussi et profondément le Kurdistan. Ici, on discerne un courant communiste pro-soviétique fédéraliste autour du PSKT; des courants indépendantistes «pro-Barzani» soit conservateurs (le PDKT et sa scission KUK), soit «socialistes» (PKTT); des groupes maoïstes éclatés généralement favorables à la lutte armée et parfois indépendantistes. Un courant islamiste indépendantiste (PIK). Les aghas réagissent en pratiquant la terreur avec leurs milices.

---

### Le coup d'Etat du général Evren et ses effets au Kurdistan

---

Le coup d'Etat militaire du général Evren (1980) a ouvert une longue période de répression implacable et systématique. Néanmoins, on peut dire qu'elle a été accueillie avec soulagement par les Turcs. La violence généralisée dans laquelle le régime démocratique de 1961 avait sombré à la fin des années soixante-dix avait provoqué au moins 5000 morts. Les militaires ont imposé une nouvelle Constitution beaucoup moins

libérale, mais ils ont échoué dans leur tentative de remodelage du système partisan. Les électeurs ont saisi la première occasion offerte pour voter pour le seul parti authentiquement civil autorisé, le Parti de la Mère Patrie de M. Ozal; et pour bouder les autres formations suscitées par les militaires. Mais ceux-ci ont réussi à retarder la reconstitution des anciennes familles politiques en exerçant sur le gouvernement civil de M. Ozal une tutelle d'autant plus efficace qu'il n'avait ni la force de la bousculer ni le désir de hâter le mouvement.

Au Kurdistan, les militaires qui invoquaient les impératifs de la répression contre la guérilla PKK ont imposé beaucoup plus que leur tutelle. L'état de siège a été maintenu, dirigé par un super préfet tout-puissant; des milliers de Kurdes sont restés en prison (la sinistre réputation des prisons de Diyarbakir n'est plus à faire); l'Armée quadrille le Kurdistan et les forces de répression agissent ici sans contrôle. C'est cette situation-là que trouvera la coalition dirigée par M. Demirel après les élections de 1991. Ici, le lent retour à la démocratie n'a suscité aucune détente. La guérilla du PKK a commencé à se développer en 1984, en même temps que l'installation du gouvernement de M. Ozal.

Parmi les groupes étudiants «marxistes-léninistes» kurdes figurait un groupe fondé vers 1974 à Ankara par Abdullah Ocalan dit «Apocus» ou «Apo» (Oncle). A la différence d'autres groupes «marxistes-léninistes», ce groupe était nettement nationaliste et indépendantiste; mais à la différence d'autres groupes indépendantistes (se réclamant plus ou moins de Barzani), ce groupe entendait combattre prioritairement la bourgeoisie et les féodaux kurdes «collaborationnistes». Il a connu une scission à Gaziantep dont Apo a fait exécuter les leaders avant que son groupe ne se baptise PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan). Ce groupe s'était déjà taillé une sinistre réputation en pratiquant l'attaque de banques à main armée, le trafic de la drogue et surtout l'assassinat contre les membres du PDKT et du KUK qui répliquaient en faisant agir leurs milices.

Ocalan et nombre de ses partisans ont échappé à la répression du général Evren: ils s'étaient préventivement réfugiés en Syrie avant le coup d'Etat où le PKK s'est réorganisé, avant de s'entraîner dans la Bekaa au Liban. Il a repris ses opérations en territoire turc en 1983 en privilégiant les attentats contre les «collaborateurs» kurdes (et les instituteurs «turcs»). L'Etat turc et les aghas ont répliqué en organisant une version moderne de la Hamidieh, des milices de «Protecteurs de villages», elles-mêmes volontiers terroristes. Pour les former, ils n'ont pas hésité à sortir de prison des gens en principe coupables d'assassinats... de gendarmes. Le PKK n'était pas très regardant sur les méthodes, provoquant la mort de femmes et d'enfants ou la destruction de villages. Il n'a pas perdu l'habitude d'assassiner non seulement des membres du PDKT ou du KUK, mais aussi du PSKT ou ses propres «déviant».



Pendant longtemps, cette guérilla n'inquiétait guère les Turcs; elle était isolée, elle avait même suscité parmi les indépendantistes kurdes la constitution d'un front anti-PKK (Tevger). Par contre, elle justifiait le maintien de l'Etat de siège, les exactions des forces de l'ordre et des «Protecteurs de villages», le quadrillage de l'Armée incontrôlée. L'armée turque avait déjà pratiqué des bombardements en territoire irakien qui ont accéléré la rupture de Barzani et de Talabani avec le PKK.

Un net infléchissement de la guérilla en direction de cibles turques plus militaires et, surtout, le martyre des Kurdes irakiens, les gazages, et le mauvais accueil fait en Turquie au flux des réfugiés kurdes après la guerre Irak-Iran (1988) ont conduit néanmoins à l'apparition de signes de sympathie de masse en 1989. Ici et là, des adolescents ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre ou les symboles de l'Etat turc, manifestations dispersées qui ont été immédiatement baptisées «infitada». On a aussi vu se former des défilés de masse lors des funérailles de victimes de la répression dispersés par la force...

Sur la scène officielle et électorale, le Parti Populiste Social-Démocrate dirigé par Erdal İnönü (junior) a paru tirer son épingle du jeu, notamment en remportant des succès dans nombre de villes kurdes aux municipales de 1989. Mais il devra vite déchanter. Ses élus kurdes se sont livrés à des manifestations extérieures de «kurdisme» en direction de la CEE ou du Conseil de l'Europe où la Turquie se voyait reprocher son non-respect des droits de l'Homme. Nombre de ces élus seront démissionnés. Malgré une orientation programmatique nouvelle, favorable aux droits culturels des Kurdes, le Parti social-démocrate a subi une défaite cuisante aux élections partielles qui ont suivi. De son côté Turgüt Ozal a démontré un grand pragmatisme à l'égard des dogmes kémalistes, joué de son origine «à moitié kurde» et surtout de ses réseaux d'influence Nakshibendi très puissants au Kurdistan.

---

## La question kurde après la guerre du Golfe

---

La guerre du Golfe a bouleversé le paysage. Pour les Kurdes, la sollicitude très médiatisée des Occidentaux à l'égard des Kurdes d'Irak a fonctionné comme un signal de la réouverture possible de la question kurde sur le plan international.

Tout indique pourtant qu'au contraire les grandes puissances comme les Etats de la région n'envisagent pas de modifier le partage territorial de Lausanne. Le fait même du maintien au pouvoir de Saddam Hussein l'indique éloquemment. Il n'était pourtant pas non plus possible aux Occidentaux de laisser Saddam Hussein exterminer les Kurdes d'Irak (alors qu'ils le laissaient agir à l'époque contre les shiites) parce qu'ils avaient trop utilisé le martyre kurde pour diaboliser Saddam par voie

médiatique avant d'engager la guerre. Les grandes puissances ne pouvaient pas non plus prendre le risque de destabiliser gravement la Turquie en laissant s'installer durablement sur son territoire des masses de réfugiés et les Peshmergas. La Turquie avait été exemplaire pendant la guerre du Golfe; c'est un pilier de l'OTAN et un modèle laïc anti-fundamentaliste pour tous les nouveaux Etats d'Asie Centrale. On ne pouvait pas non plus prendre le risque de voir la Turquie soutenir éventuellement des opérations armées dans le vilayet de Mossoul autrefois contesté à partir de son territoire. D'où l'inauguration de la politique d' «ingérence humanitaire», l'organisation d'une zone de sécurité sous protection armée au nord de l'Irak et même une certaine tolérance à l'égard du fédéralisme kurde en Irak (dès lors que les Kurdes participent à un front commun des opposants à Saddam Hussein).

D'autres facteurs mondiaux et régionaux considérables conduisaient aux mêmes conclusions. Les grandes puissances sont moins concernées qu'auparavant par le rempart turc à la frontière de l'URSS depuis la fin de la «guerre froide». Et surtout, les grandes puissances avaient soit favorisé l'indépendance des pays baltes, soit assisté — impuissantes — à la proclamation de l'indépendance de l'Arménie, de la Géorgie, etc... sans parler de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. En particulier, toute la région du Caucase et de la Transcaucasie s'embrasait dans les fièvres nationalistes; pourquoi pas le Kurdistan?

Conscient de cette situation nouvelle et devenu Président de la République à la place du général Evren, Ozal en a profité pour prendre un virage spectaculaire en rupture avec le dogme kémaliste. Il a fait libérer d'un coup des milliers de Kurdes de prison et abolir les textes réprimant l'expression publique en langue kurde. Rapidement, il ira beaucoup plus loin: reconnaissance d'une culture kurde, autorisation de médias kurdes; il s'est même prononcé pour une «solution basque» d'autonomie administrative au Kurdistan. Il a aussi développé officiellement une politique avec les leaders kurdes irakiens, Barzani et Talabani, rompant ainsi avec la politique traditionnelle de l'Etat turc qui, à la différence des autres Etats de la région, s'était toujours interdit ce genre de pratique. Ozal espérait en même temps faire gagner des voix kurdes à son parti dont on annonçait l'inévitable déconfiture aux élections législatives.

Mais Ozal a en même temps intensifié la répression contre le PKK qu'il voulait éradiquer. L'Armée avait manifesté quelques signes d'opposition au début de la guerre du Golfe et elle était par définition hostile à l'autonomie. Mais elle était en quelque sorte dispensée de s'opposer au Président sur le plan politique; elle avait le feu vert pour agir au Kurdistan sans retenue.

Après les législatives, Demirel a formé un gouvernement de coalition des deux grands partis démocratiques turcs traditionnels, le Parti de la

Juste Voie et le Parti social-démocrate. Il a défini un programme d'ouverture sur la question «kurde» désormais appelée officiellement par son nom et promis le respect des droits de l'Homme, y compris au Kurdistan. Tous les espoirs étaient permis. Devenu chef de l'opposition, le Président Ozal faisait plutôt de la surenchère autonomiste (en particulier pour une chaîne de télévision en kurde). Il existait même un groupe de 24 députés kurdes «kurdistes» du H.E.P. (Parti des Travailleurs du Peuple) élus sous étiquette social-démocrate qui soutenaient le gouvernement et qui pouvait éventuellement servir d'interlocuteur valable.

Aujourd'hui, ces espoirs s'épuisent. Malgré l'intensification de la répression, la guérilla n'a pas faibli. La Syrie a cessé d'apporter son aide; elle participe avec l'Iran et la Turquie à des conférences qui rappellent les anciens pactes anti-kurdes des Etats de la région. Barzani et Talabani se sont chargés eux-mêmes avec les Peshmergas de mener une opération militaire en territoire irakien contre des bases du PKK qui les contestait et recevait probablement de l'aide de Saddam Hussein. En tout état de cause, les leaders kurdes avaient trop besoin de la Turquie sans l'autorisation de laquelle les avions occidentaux ne pourraient pas garantir la zone de sécurité. Ce qui n'a pas empêché l'armée turque d'intervenir elle-même en Irak; ni le gouvernement turc de poursuivre une politique avec la Syrie et l'Iran qui n'annonce rien de bon concernant le fédéralisme préconisé en Irak par les leaders kurdes. Tout cela reste sans effet sur la guérilla (et le terrorisme Dev Sol allié en Turquie) et sa popularité. Les destructions de villages par l'armée s'accompagnent maintenant d'opérations de grande envergure dans des villes (Cizre, Shirnak...) dans des conditions plus que suspectes. Pire. On ne compte plus les assassinats impunis de personnalités kurdes, y compris le vieux poète Anter, notamment des journalistes, des dirigeants ou sympathisants du HEP. Ces assassinats sont attribués à des inconnus ou à un mystérieux «Hezbollah» pro-iranien (ils sont peut-être aussi parfois le fait du PKK). Les kurdistes sont polarisés par le PKK; ils craignent de tout perdre avec l'arrêt de la lutte armée et ne discernent plus que le déchaînement de la répression et les ravages des «escadrons de la mort» dans le bilan du gouvernement. Ils ne croient plus à ses promesses qui leur font songer aux belles formules d'association de Mustafa Kemal en 1920. Il est vrai que le gouvernement n'a pris aucune mesure spectaculaire de contrôle des forces de répression et qu'il n'a pas dissous les «Protecteurs de villages». Les députés du HEP eux-mêmes semblent gagnés par la polarisation du PKK. Certains de ses membres paraissent souhaiter devenir les intermédiaires d'une négociation probablement impossible avec le PKK, tout en préconisant un fédéralisme en Turquie qui n'est pas seulement trop éloigné du kémalisme, mais aussi trop explosif dans le cadre de la situation internationale actuelle et de celle de l'Irak. Le double fédéralisme

conduirait à l'indépendance d'un Kurdistan turco-irakien, ce qui aurait toutes les chances de plonger immédiatement tout le Proche-Orient dans une guerre très incertaine (il n'y aurait plus d'Irak...), notamment pour les peuples kurdes.

Dans cette consternante impasse, les partis turcs s'entredéchirent et se délitent. Ozal poursuit sa surenchère autonomiste tout en couvrant l'intensification de la répression militaire et en opposant son veto aux lois concernant les libertés. Il vient de rompre avec son ancien Premier Ministre Yilmaz plus laïc et plus «turquiste» pour fonder un nouveau parti. La droite du Parti de la Juste Voie se durcit. Le Parti social-démocrate vient de subir une grave scission en faveur d'un néo-PRP plus «turquiste» dirigé par un apparatchik expérimenté, M. Baykal. De récentes élections partielles paraissent avoir profité essentiellement au Parti islamiste de la Prospérité de M. Erbakan. Y compris parmi les Kurdes, alors que M. Erbakan n'est pas favorable à l'autonomie et considère que la guérilla est le produit du complot impérialiste et sioniste contre l'Islam. Ce vote exprime peut-être la résurgence en désespoir de cause du vieux rêve de l'association turco-kurde musulmane.

Nombre de Turcs de gauche qui avaient soutenu avant l'heure les droits des Kurdes, de guerre lasse, finissent par penser que l'indépendance pourrait éventuellement être une solution. Mais il ne faut pas s'y tromper et garder la tête froide. Sous la forme qu'ils donnent à leur interrogation, cette solution aurait toutes les chances de n'être pas pacifique. Car ils ajoutent sinon qu'il faudrait songer à un retour des Kurdes de Turquie au Kurdistan; en tout cas qu'il faudrait arrêter complètement l'émigration; ce qui est rigoureusement impossible. Ils se ressaisiront. Mais si jamais cette idée venait effleurer la masse des Turcs, elle conduirait tout droit, en Turquie, au plus horrible des «nettoyages ethniques». Celui-ci serait inévitable au Kurdistan. Comme les Grecs, comme tous les peuples de la région, les Turcs sont saisis par la fièvre nationaliste. Hier, les migrants kurdes des grandes villes n'avaient rien à craindre et beaucoup parvenaient à s'assimiler. Aujourd'hui que le problème kurde est officiellement posé en tant que tel et que la guérilla fait nombre de victimes turques (ainsi que le terrorisme du Dev Sol, allié du PKK), les spectateurs des grands matches de foot manifestent bruyamment leur exaspération nationaliste; on voit se former des défilés vengeurs à l'occasion des enterrements des victimes de la guérilla. Des actions punitives violentes anti-kurdes dans les villes turques deviennent des dangers à redouter (coups, pillages ou incendies de magasins...); alors qu'Istanbul constitue aujourd'hui la plus grande ville kurde du monde.

---

## Conclusions

---

Les grandes puissances et les Etats voisins n'envisagent pas de remettre en cause le statu quo territorial de cette région du monde et sont prêts — ils l'ont montré pendant la guerre du Golfe — à le défendre par la guerre. Dans ces conditions, la perspective d'un Kurdistan indépendant n'est-elle pas impossible? On a du mal à l'écrire noir sur blanc, tant cette analyse est injuste et cruelle. Quelques jours avant la chute du mur de Berlin, beaucoup de choses ne paraissaient-elles pas elles aussi rigoureusement impossibles? Les problèmes sont ici très différents ; il ne s'agirait pas des conséquences périphériques de l'effondrement de l'intérieur d'une superpuissance impériale qui avait déjà renoncé par avance à une guerre forcément nucléaire. La perspective de constitution d'un Kurdistan partiel précipiterait la guerre généralisée des Etats de la région sans qu'il soit prévisible que les grandes puissances puissent l'empêcher ni la contrôler; une guerre très incertaine quant à ses résultats, y compris et surtout pour les populations kurdes.

Le malheur même qui accable depuis si longtemps les Kurdes et les responsabilités occidentales dans cette tragédie devraient nous inciter plutôt à tenir des discours prudents et froids. Dans l'Empire ottoman, le martyr et les massacres entraînent dans la stratégie des minorités qui en appelaient à la France et à l'Angleterre qui craignaient l'expansion tsariste. Quand il ne paraissait plus possible de défendre cet Empire ottoman d'un autre âge, la France et l'Angleterre «balkanisaient». A cet héritage s'ajoute le fait que le recours à la lutte armée constitue une composante identitaire quasiment obligée du kurdisme. Si l'éclatement de l'Empire soviétique est à l'ordre du jour à quelques kilomètres du Kurdistan et du Proche-Orient ou celui de l'ex-Yougoslavie dans les Balkans, la «balkanisation» du Proche-Orient est déjà faite, même si ses conséquences n'ont cessé et ne cessent de l'accabler de malheurs, ici et ailleurs. Le Nouvel Ordre International n'a pas été conçu pour le remodeler, sauf peut-être en ce qui concerne la Palestine.

On ne saurait en être complètement sûr. De telles certitudes n'existent jamais; à plus forte raison dans l'état où se trouve aujourd'hui l'Irak. Il est clair que le «Nouvel Ordre» suppose de trouver une solution politique en Irak qui permettrait d'en finir avec le bric-à-brac improvisé des zones «de sécurité» ou «d'exclusion aérienne»; et une alternative à Saddam Hussein n'est pas, semble-t-il, à portée de la main. Pour autant, il n'existe pas aujourd'hui la moindre petite chance d'un règlement diplomatique se substituant au statu-quo capable d'amputer à la fois la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran pour créer un Kurdistan, tout

en trouvant une solution au problème de la zone shiite (voire de la zone centrale sunnite). En dehors du statu-quo bardé de prothèses grossières, de plâtres et de pansements de fortune et d'une camisole de force, il n'existe qu'une alternative guerrière généralisée. Le rêve kurde d'un Kurdistan est légitime; mais il serait quelque peu irresponsable que les médias occidentaux contribuent à son développement qui conduirait à tant de massacres et de destructions pour des résultats si incertains, soit pour soulager nos consciences, soit pour favoriser la mobilisation humanitaire. Celle-ci est en effet indispensable, mais elle doit pouvoir se passer de tels dérapages.

La guerre, si guerre il y avait, destabiliserait sûrement l'«impérialisme»; mais dans les conditions actuelles, on ne voit pas quelle perspective supérieure elle ouvrirait sur le plan international ni sur quoi elle pourrait conduire sur le plan local.

Dans ces conditions, la solidarité internationaliste oblige-t-elle à soutenir automatiquement un mouvement nationaliste armé se réclamant du socialisme comme le PKK, par ailleurs ennemi juré des «barzanistes» en Turquie comme en Irak? Partout, le national étatsisme a échoué. Serait-il autre chose qu'une tentative de constitution en classe dominante d'une petite fraction des élites urbaines par l'Etat? Un Etat qui porterait inévitablement les stigmates des méthodes d'action et d'organisation du PKK. A des années-lumière du rêve parfois évoqué d'une sorte de Suisse au carrefour des mondes turc, arabe et persan et proche du monde slave.

La démocratie a été rétablie difficilement en Turquie; mais elle ne paraissait plus sérieusement menacée, pas même par un coup d'Etat militaire, sauf en raison de la situation au Kurdistan. Quels problèmes doit-elle surmonter? Elle devrait s'efforcer de dépasser le clientélisme au Kurdistan qui a profité aux notables religieux et tribaux et qui défendent leurs acquis par la terreur. Les prémisses de ce dépassement existent dans le processus d'urbanisation; à la condition qu'il s'accompagne d'un développement de l'industrialisation que la guérilla contribue à interdire. Un tel dépassement ne peut s'envisager que comme un processus de longue haleine, d'autant plus difficile que le clientélisme est à l'origine du système partisan turc et qu'il est encore très vigoureux en Anatolie occidentale. Mais il ne saurait passer par la négation du suffrage universel ni par le rejet de la recherche d'alliances avec les forces démocratiques turques pour le développement culturel, social et économique du Kurdistan.

Les forces démocratiques et les Etats occidentaux seraient bien inspirés d'encourager la Turquie à avancer concrètement dans l'élaboration de formes d'autonomie administrative et culturelle du Kurdistan. Ils devraient aussi aider les forces démocratiques urbaines responsables kurdes telles que le HEP à élaborer des propositions réalistes, à s'autonomiser du PKK, à prendre les contacts nécessaires

auprès des social-démocraties européennes et même avec les Etats et institutions européennes dans la perspective du développement. Il faudrait signaler clairement au gouvernement turc qu'il sera tenu pour responsable de la sécurité de ces forces et jugé à cette aune concernant sa candidature à la CEE; ce qui serait dépourvu d'efficacité si l'Europe continuait à ne pas se prononcer clairement sur la vocation européenne de la Turquie.

Le second problème posé est immédiat et beaucoup plus redoutable. L'armée et les appareils de répression se sont formés en grande partie en exerçant la terreur au Kurdistan et ils résistent de toutes leurs forces à tout processus d'autonomie. D'autant plus facilement qu'ils n'ont pas besoin de s'y opposer sur le plan politique; la mission qu'ils ont reçue d'éradiquer sans contrôle la guérilla leur suffit. Le gouvernement n'ose rien faire. Parce qu'il est lui-même marqué par l'héritage kémaliste, même si les leaders démocrates responsables considèrent aujourd'hui la Patrie anatolienne exclusivement turque et indivisible ainsi que la négation du peuple kurde comme des archaïsmes dépassés. Il n'ose rien faire aussi parce qu'il craint l'Armée qui rêve sans doute toujours de tenir la société et le gouvernement en tutelle au nom du kémalisme et peut-être de trouver sur cette ligne un soutien nationaliste populaire.

Les Occidentaux pourraient adresser à l'armée turque des signaux clairs. Aujourd'hui le rempart de l'OTAN est moins important que le bastion laïc. Mais on peut signifier à l'armée qui tient à son alliance occidentale pour des raisons matérielles et idéologiques qu'on juge nul le bilan laïc du général Evren et celui de la présence militaire au Kurdistan. Plus, on pourrait préciser qu'on croit moins à la valeur du militarisme laïc ou prétendument tel et davantage à l'efficacité militaire d'une armée au service de la démocratie laïque qui correspond aux critères de la «civilisation» aujourd'hui, y compris en Turquie. Bien entendu, cela supposerait qu'on promette en échange de la moderniser. Elle en a bien besoin. On dit que les avions sont plus vieux que les pilotes. Ce serait plus efficace que de reprocher à l'armée turque, comme l'ont fait les Allemands, de se servir des armes allemandes contre les Kurdes. Pour se livrer à ses exactions au Kurdistan, l'Armée turque peut se contenter d'un armement relativement archaïque. Et les Turcs considèrent que les Allemands leur font payer à bon compte le soulagement de leurs consciences troublées par les turpitudes des ventes d'armes à Saddam Hussein et par les agressions subies par les immigrés kurdes et turcs en Allemagne (sans parler des responsabilités allemandes dans le malheur des Musulmans de Bosnie). Cette politique se heurterait au délicat problème de l'équilibre des forces au Proche-Orient et ailleurs qu'au Proche-Orient, vis-à-vis de la Grèce surexcitée par la crise macédonienne, alors que le problème chypriote n'est en rien réglé.

**Jean-Marie Demaldent** est maître de conférences à l'Université Paris X Nanterre.

**Notes :**

- 1 La population kurde de Turquie est de loin la plus importante des populations kurdes : environ 12 millions sur 58 millions d'habitants de la Turquie (Iran, 6 millions sur 56; Irak, 4 millions sur 18; Syrie, 1 million sur 13). Les Kurdes sont fortement majoritaires dans les provinces du Sud-Est et de l'Est et constituent d'importantes minorités un peu plus à l'Ouest ou plus au Nord. En raison de l'urbanisation qui se développe depuis les années 1960, les grandes villes turques d'Anatolie occidentale ou de Thrace rassemblent à peu près 4 millions de Kurdes nés au Kurdistan.
- 2 Pour protéger la main-mise anglaise sur le vilayet pétrolier de Mossoul postérieure à la capitulation.
- 3 « Alevi », Turcs (en général — quelques Kurdes sont Alevis) d'Anatolie aux croyances « alides » assez récemment sédentarisés qui ont émigré en grand nombre dans les villes depuis les années 60. Les « Alevis » sont volontiers à gauche; après avoir été farouchement kémalistes.